



Déclaration préalable CTSD du 3 septembre 2019

2018/2019 fut une année bien remplie.

Professionnellement bien sûr mais aussi en terme de mobilisations.

Nous avons vécu avec les collègues, les parents, lors des réunions publiques, dans les rues, devant cette inspection une période exceptionnelle. Beaucoup d'échanges, de débats nous ont permis, avec ceux qui luttèrent, de caractériser les politiques éducatives en cours.

A l'encontre de la politique de désinformation nous avons analysé en quoi ces politiques nous conduisaient vers une école à l'économie, laissant le minimum pour les uns, les plus pauvres, et assurant le maximum pour les autres, les plus riches.

En plus des reculs gagnés sur la loi de l'école de la confiance nous avons gagné dans cette mobilisation ce pouvoir retrouvé du collectif pour penser et agir ensemble.

A cette rentrée 2019, si le ton du ministre a changé, il continue cependant de détruire l'École et de mépriser les agents du Service Public d'Éducation.

- En annonçant 300 euros d'augmentation...par an, le ministre veut laisser croire qu'il a pris en compte nos revendications salariales ! Mais 300 euros/an ce n'est rien de plus que ce prévoyait PPCR pour janvier 2019... Qui plus est, c'est une augmentation moyenne. Au 1^{er} janvier 2020 le gain pour les enseignants des écoles se situera entre 0 et 30 euros par mois en fonction de leur échelon. D'autant qu'à cette même date l'augmentation de la cotisation retraite entraînera une ponction de 6 à 16 euros. Un exemple : une fois déduite l'augmentation des cotisations retraite qui aura lieu en même temps, une de nos collègues va être augmenté de ... 4,80€ par mois (brut, bien entendu !). 4,80 euros par mois quand on sait que le logiciel Sihren de l'éducation nationale a été abandonné après avoir englouti 320 millions d'euros.

- Même stratagème avec la mise en œuvre des PIAL, les pôles inclusifs d'accompagnements localisés. Le ministre, laisse croire qu'il prendra davantage en compte les besoins des élèves en situation de handicap pour mieux précariser les personnels et dégrader leurs missions en enfermant les AESH dans un entonnoir de mutualisation forcée, avec comme seul objectif la réduction du nombre d'heure d'accompagnement prévues par la MDPH.

- Encore une combine avec le financement des écoles maternelles privées via l'obligation de scolarisation à 3 ans alors même que 400 écoles rurales vont fermer.

- Un pas supplémentaire est franchi avec l'artifice de la scolarisation obligatoire à 3 ans pour soi disant lutter contre la déscolarisation des petites filles dans les milieux fondamentalistes musulmans ! Aucune étude ne va dans ce sens mais tout est bon pour agiter le fantasme nauséabond entretenu sur l'école de la banlieue.

Cette surenchère réactionnaire et nationaliste vient compléter l'obligation d'afficher le drapeau et les paroles de l'hymne national dans les classes.

Et voici que le ministre annonce que nous sommes "un peuple de colibris" en parlant du corps enseignant. Rappelons-lui que les colibris sont libres...Libres de leurs choix comme de choisir les fleurs qu'ils butinent.

A contrario de l'école selon Jean-Michel Blanquer en somme, qui enrégimente et menace de sanctions les enseignants afin de standardiser et réduire les pratiques et la liberté pédagogique. Des colibris en cage butinant des OGM...

Cette nouvelle année scolaire devra statuer sur le devenir du système de retraite. Encore une fois le gouvernement prône la nécessité de prendre du temps pour le dialogue social tout en étant fermement campé sur ses positions. Les enjeux sont fondamentaux pour l'ensemble de la population et particulièrement les fonctionnaires et plus encore les enseignants du premier degré qui risquent d'être les grands perdants du nouveau système.

Monsieur l'inspecteur d'académie, c'est une fois encore l'Ecole Publique et ses agents que nous défendons aujourd'hui, notre bien commun à toutes et tous pour ses principes d'égalité, d'émancipation, de lutte contre les injustices sociales et ce sont ces valeurs qui, nous le croyons, nous guident tous et toutes. Nous ne voulons pas de l'école du tri social, celle des inégalités exacerbées et nous continuerons à nous mobiliser pour un autre projet pour l'Ecole, pour les élèves, pour le service public d'Education. Dans un contexte de revendication d'égalité, de justice sociale, il est important de rappeler que les services publics en général, et l'école en particulier, sont des instruments indispensables d'égalité et de redistribution des richesses.